



**RÉGION ACADÉMIQUE
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marché public de fournitures courantes ou de service

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)

MAPA N° 23/2024

Code CPV 85147000-1

Pouvoir Adjudicateur

**Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Rectorat de la Guadeloupe
ZAC de Dothémare BP 480
97183 LES ABYMES cedex**

Objet

Prestations de médecine de prévention pour l'ensemble des personnels de l'académie de la Guadeloupe.

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	4
1.1 Mode de passation et forme du marché	4
1.1-1 <i>Allotissement</i>	4
1.2 Forme de l'accord cadre	4
1.3 Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande	4
ARTICLE 2. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	5
2.1 Définitions	5
2.2 Parties contractantes	5
2.3 Titulaire	5
2.4 Forme des notifications, reconductions et communications	5
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
3.1 Pièces particulières	6
3.2 Pièces générales	6
ARTICLE 4. DEFINITIONS DES PRETATIONS	6
4.1 La surveillance médicale des agents	6
4.1-1 <i>Examen médical</i>	6
4.1-2 <i>Conditions d'exercice</i>	7
4.2 Actions sur le milieu professionnel et missions générales de prévention (dit "tiers-temps")	8
4.3 Autres prestations	8
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 6. PASSATION ET EXECUTION DES COMMANDES	9
ARTICLE 7. RAPPORT D'ACTIVITE	10
ARTICLE 8. MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	10
ARTICLE 9. DETERMINATION DU TIERS TEMPS MEDICAL	10
ARTICLE 10. CONFIDENTIALITES DES DOCUMENTS ET OBJETS	

REMIS AU TITULAIRE	10
ARTICLE 11. CONDITIONS FINANCIERES	10
11.1 Prix	10
11.2 Modalité de règlement	11
11.3 Suivi de la prestation par le pouvoir adjudicateur	11
ARTICLE 12. PENALITES	12
ARTICLE 13. LANGUE ET MONNAIE	12
ARTICLE 14. ASSURANCE	12
ARTICLE 15. CONDITIONS DE RESILIATION	12
ARTICLE 16. LIQUIDATION ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE	12
ARTICLE 17. CONTENTIEUX-REGLEMENT DES LITIGES	13

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre des prestations de médecine de prévention pour l'ensemble des personnels de l'académie de la Guadeloupe.

Lieux d'exécution :

- La Guadeloupe (Grande-Terre/Basse-Terre)
- La Désirade
- Marie-Galante
- Les Saintes
- Saint-Martin
- Saint-Barthélemy

Article 1.1 Mode de passation et forme du marché

La présente consultation est lancée l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° du Code de la commande publique.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateurs peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

Article 1.1-1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement

Article 1.2 Forme du marché

Le marché est à prix forfaitaire.

Article 1.3 Durée maximale du marché et d'exécution du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période ferme d'un (1) an, et pourra être reconductible trois (4) fois par voie tacite, pour une période d'un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 5 ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce

dernier le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours. La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

ARTICLE 2. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2.1 Définitions

Au sens du présent document :

- Le rectorat de la Guadeloupe est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec son titulaire. Elle sera également désignée ci-après par le terme « pouvoir adjudicateur »
- Le titulaire est l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) qui a été retenu pour exécuter les prestations définies dans le cadre du présent marché conclu avec le pouvoir adjudicateur.

Article 2.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- 1) Le pouvoir adjudicateur, d'une part,
- 2) Le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par le pouvoir adjudicateur d'autre part.

Article 2.3 Titulaire

Le titulaire doit confirmer la désignation, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché, d'une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter dans l'exécution de celui-ci.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent.

Article 2.4 Forme des notifications, reconductions et communications

Lorsque la notification d'une décision ou communication doit faire courir un délai, ce document est notifié par écrit avec établissement d'un constat de bonne réception avec accusé de réception.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'accord-cadre est régi par les documents ci-après classés par ordre de priorité décroissante :

Article 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes complétés, datés, paraphés et signés;
- Le Cahier des Clauses Particulières daté, paraphé et signé
- L'offre technique (dont le mémoire technique justificatif) et financière du titulaire du marché datée et signée;
- Les diplômes, titres ou certificats exigés pour exercer les fonctions de médecin du travail et autres titres équivalents (article R 4623-2 code du travail)
- Le diplôme certificat, titre ou autorisation de ou des infirmiers recrutés conformément aux articles L4311-3, L 4311-4 et L 4311-6 du code de la santé publique.
- Les diplômes, certificats, titres des autres personnels de santé intervenant dans le cadre de ce marché.

Article 3.2 Pièces générales

Le code de la commande publique

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et des services (arrêté du 30 mars 2021).

Nota : Les pièces générales sont contractuelles bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du marché.

Le code de la commande publique et le CCAG-FCS défini ci-dessus, non joints au dossier, sont réputés connus des candidats.

Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ainsi que le code de la commande publique

sont consultables et téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> , rubrique les textes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4. DEFINITION DES PRESTATIONS

Les règles applicables en matière de santé et de sécurité sont celles définies aux livres 1^{ers} à V de la quatrième partie du code du travail.

Les dispositions concernant la médecine de prévention du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ont été modifiées par le décret n° 2020-647 du 27 mai 2020 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique de l'Etat. Tout arrêté du Premier Ministre ou des ministres chargés de la fonction publique ou du budget et du travail déterminant des modalités particulières d'application trouverait également à s'appliquer.

Le service de médecine de prévention a pour rôle de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail. Il conduit les actions de santé au travail, dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel.

La prestation est composée réglementairement de deux types de missions :

- **La surveillance médicale des agents**
- **L'action sur le milieu professionnel**

Elle est réalisée par une équipe pluridisciplinaire animée et coordonnée par un médecin du travail dans le cadre d'une convention avec le service de santé régi par le titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail, qui précisera les actions confiées et les modalités d'exercice, les moyens mis à disposition ainsi que les règles assurant leur accès au lieu de travail et les conditions d'accomplissement de leurs missions. Cette convention sera signée après avis de la formation spécialisée du comité social d'administration.

Les professionnels de santé peuvent recourir à des pratiques médicales et soignantes à distance utilisant les technologies de l'information et de la communication en respectant le consentement de l'agent et les règles de confidentialité.

Article 4.1 La surveillance médicale des agents

Article 4.1-1 Examen médical

4.1-1-1 La surveillance médicale particulière :

Le médecin du travail exerce une surveillance médicale particulière à l'égard:

- des personnes en situation de handicap ;
- des femmes enceintes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes exposés à des risques professionnels propres au service (accidents de travail, maladies professionnelles....)
- des agents souffrant de pathologies particulières déterminés par le médecin du travail ;

Le médecin du travail définit la fréquence et la nature des visites médicales que comporte cette surveillance médicale et qui doit être au moins annuelle. Ces visites présentent un caractère obligatoire.

A l'issue de chaque visite médicale, le médecin du travail devra établir une **attestation de suivi**. Cette fiche pourra comporter des recommandations sur les aménagements de poste de travail, ou de conditions d'exercice, avec la date ou l'échéance de la prochaine visite.

Une **fiche type d'avis d'aptitude**¹ sera transmise par le titulaire du marché à l'administration mais également à l'agent (cf fiches en annexe de l'arrêté du 26 septembre 2024 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2017 fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste).

4.1-1-2 La visite d'information et de prévention :

Les agents **ne relevant pas de la surveillance médicale particulière** bénéficient d'une visite d'information et de prévention **tous les cinq ans**, qui peut être réalisé par le médecin du travail ou un collaborateur médecin ou encore un infirmier dans le cadre d'un protocole écrit.

Il peut réaliser, prescrire ou recommander les examens complémentaires nécessaires à la détermination de la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé, notamment au dépistage des affections pouvant entraîner une contre-

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050325039>

indication à ce poste de travail, au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle de l'agent, au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel de l'agent.

Dans le respect du secret médical, il informe l'administration de tous risques d'épidémie.

Article 4.2 Conditions d'exercice

Les examens médicaux pourront être pratiqués soit dans un milieu adapté aux examens médicaux mis à disposition sans frais supplémentaire par le prestataire, soit dans le cabinet médical installé au rectorat de la Guadeloupe – Parc d'activités la Providence – ZAC de Dothémare aux Abymes, composé d'une salle d'attente, ou dans tout autre local médical susceptible d'être mis à disposition.

Ces examens seront effectués par le médecin du travail ; le temps nécessaire à leur réalisation sera facturé conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 23 du décret du 28 mai 1982 modifié, **des examens complémentaires** pourront être prescrits par le médecin du travail. Ces examens devront être en rapport avec l'activité professionnelle de l'agent.

Les résultats des analyses et des examens spécialisés pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne seront adressés qu'au médecin du travail qui les communiquera oralement ou par écrit à l'intéressé et les transmettra, si nécessaire, au médecin traitant désigné par l'agent.

Lors de la facturation de ces examens complémentaires professionnels, toutes les mesures nécessaires seront prises pour respecter l'anonymat des agents.

Les modalités retenues pour l'organisation sont les suivantes :

La Direction des Relations et des Ressources Humaines du Rectorat de la Guadeloupe devra prendre en compte, selon un planning de vacations transmis par le prestataire, la liste des agents à convoquer et celle des agents qui souhaitent bénéficier à titre facultatif des examens proposés, puis procédera à l'envoi des convocations correspondantes sous plis individuels fermés.

En fonction du planning, la DRRH établira l'activité de tiers-temps en relation avec les médecins du travail.

Article 4.3 Actions sur le milieu professionnel et missions générales de prévention (dit "tiers-temps")

L'action sur le milieu professionnel concerne les sites mentionnés à l'article 1 du présent C.C.P.

Le médecin est le conseiller de l'administration, des agents, notamment pour ce qui concerne :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services
- l'évaluation des risques professionnels
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la psychologie humaine, en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents
- l'hygiène générale des locaux de service
- l'hygiène dans les restaurants sanitaires
- l'information sanitaire.

Le médecin du travail établit et met à jour périodiquement une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents exposés à ces risques. Cette fiche est annexée au DUERP. Le médecin assure la présentation de la fiche devant la formation spécialisée dans le même temps que celui de la présentation du rapport annuel du médecin du travail prévu à l'article 28 du décret du 28 mai 1982 et à l'article 58 du décret n° 20202-1427 du 20 novembre 2020 relatifs aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

Le médecin du travail est obligatoirement consulté sur les projets de construction ou aménagement importants des bâtiments administratifs et de modifications apportées aux équipements.

Le tiers-temps est employé à l'exercice des activités suivantes :

- La visite des locaux administratifs après information préalable du chef de service et du conseiller de prévention ;
- Les études de poste de travail, éventuellement en relation avec le correspondant handicap ;
- La participation aux réunions de la formation spécialisée du comité social d'administration.
- La participation, en cas de besoins, aux commissions locales d'action sociale ;
- La participation à la cellule de veille, dans le cadre de la prévention des

risques psychosociaux et aux pôles vigilance suicide et aux relations avec les autres professionnels de soutien ;

- La rédaction de rapports annuels ne comportant aucune donnée nominative ;
- Les séances de vaccination (notamment celles faites selon les besoins du service avec mise à disposition, par le pouvoir adjudicateur, des dispositifs et produits jugés nécessaires par le médecin) ;
- Les campagnes d'information qui seraient organisées sur des thèmes de santé publique, voire de crises ponctuelles ;
- Les missions visées aux articles 18, 26, 32, 34 et 43 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié portant sur l'organisation des conseils médicaux et des commissions de réforme, notamment par la production de rapports, lorsque sera examiné le dossier d'un agent relevant de la compétence du médecin de prévention, en vue pour ce dernier d'apporter ses observations
- L'intervention dans le cadre de la procédure de reclassement d'un fonctionnaire devenu inapte à l'exercice de ses fonctions (décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984) ;
- La participation aux réunions, formations, séminaires organisés dans l'académie de la Guadeloupe.

Article 4.4 Autres prestations

Outre la surveillance médicale des agents et l'action sur le milieu professionnel, le médecin du travail est informé par l'administration des accidents de travail et maladies professionnelles. Il assure les examens médicaux nécessaires en cas d'urgence, la gestion des crises sanitaires ou des pathologies infectieuses, également les visites de reprise après congés longs.

Aucune prestation n'est assurée aux familles des agents.

Chaque examen médical pratiqué donne lieu à la rédaction de conclusions médico-professionnelles et, s'il y a lieu, à la notification à l'autorité compétente de propositions d'aménagement de postes de travail ou de conditions d'exercice.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être exécutées dans les conditions prévues au présent C.C.P et conformes aux missions du médecin du travail.

Au début de la prestation, une réunion de cadrage est organisée par l'administration.

De même en début et fin d'année scolaire, une réunion projection et bilan est organisée. Lors de la réunion de bilan organisée au plus tard **début juillet**, le médecin du travail présente son rapport

Le médecin du travail exerce son activité médicale en toute indépendance et est soumis dans l'exercice de ses fonctions, aux stipulations du code de déontologie médicale, du code de la santé publique et des traditions professionnelles.

Un dossier individuel comprenant les résultats des différentes investigations constitue l'archive confidentielle médicale et permet au médecin du travail de suivre l'état de santé de chaque agent et le suivi expositionnel. Il est conservé dans une armoire, mise à disposition du médecin et fermant à clé au rectorat. Le médecin est seul détenteur de la clé. Il est tenu au secret professionnel prévu par la loi.

De son côté, le pouvoir adjudicateur prend toutes mesures nécessaires pour que le secret médical soit respecté en ce qui concerne le courrier, les communications téléphoniques, ainsi que les locaux qu'elle met à la disposition du médecin, en particulier à l'égard de la conservation des dossiers médicaux et de l'isolement acoustique.

Les courriers qui lui seront adressés ne peuvent être décachetés que par lui ou par les personnes qu'il a spécialement habilitées à cet effet.

Le médecin bénéficie de l'assistance de personnels auxiliaires mis à disposition par le prestataire auxquels s'impose également le secret professionnel.

Le médecin du travail est distinct des médecins chargés des visites d'aptitude physique (au sens des dispositions de l'article 20 du décret du 14 mars 1986 modifié) et des médecins de contrôle ; à ce titre, il ne peut réaliser les visites se rapportant à ces activités. Il peut toutefois formuler un avis ou émettre des propositions lors de l'affectation de l'agent au poste de travail au vu des particularités et l'état de santé de l'agent. Le médecin du travail vérifie alors la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste occupé par celui-ci.

ARTICLE 6. PASSATION ET EXECUTION DES COMMANDES

Le planning des visites sera formalisé par bon de commande fourni au minimum un mois avant les rendez-vous.

Le prestataire retenu devra se rendre aux dates et sur les lieux prévus pour son intervention.

Des échanges réguliers directs entre le prestataire et le rectorat permettront de réajuster, le cas échéant, les modalités de passation des bons de commandes en veillant à rationaliser les contraintes de déplacement du prestataire ainsi que des agents.

ARTICLE 7. RAPPORT ET DONNEES D'ACTIVITE

Le médecin du travail rédigera chaque année un rapport technique et épidémiologique adressé au Recteur d'académie et à la formation spécialisée du comité social d'administration dressant le bilan de son activité au cours de l'année écoulée fournissant des informations sur l'exercice de ses missions auprès des agents dont il a la charge, et sur l'état de santé de ces derniers.
Ce rapport ne comportera aucune donnée nominative.

ARTICLE 8. MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

L'administration met à disposition du prestataire le lit d'examen nécessaire à l'exercice des prestations.

ARTICLE 9. DETERMINATION DU TEMPS MEDICAL

Est compté en vacation, le temps que le médecin consacre :

- aux diverses visites médicales (examens médicaux cliniques et para-cliniques),
- à l'exercice du tiers temps,
- au travail administratif (rédaction de lettres, de notes et de rapports),
- aux déplacements qu'il peut être amené à effectuer au cours de son activité, ce temps de déplacement est compté à partir de la ville du rectorat.
- aux autres prestations mentionnées à l'article 4-3 du présent C.C.P. Les frais de déplacement et de repas engagés par le médecin du travail lors de ses missions restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 10. CONFIDENTIALITES DES DOCUMENTS ET OBJETS REMIS AU TITULAIRE

Les renseignements, documents ou objets, propriété du pouvoir adjudicateur, remis au titulaire à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent être communiqués à titre gratuit ou onéreux à des tiers et doivent lui être retournés après l'exécution du marché.

En cas de méconnaissance par le titulaire de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié à son tort, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS

ARTICLE 11. CONDITIONS FINANCIERES

Article 11.1 Prix

Le marché est traité à prix forfaitaire arrêté lors de l'acceptation de l'offre du titulaire du marché par le pouvoir adjudicateur

Il s'entend exempt de frais d'ouverture de dossier.

Article 11.2 Modalité de règlement

Après exécution des prestations, le titulaire établira les factures correspondantes. Elles doivent être libellées à l'ordre de : Rectorat de la Guadeloupe - Plate-forme CHORUS- Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - BP480 - 97183 LES ABYMES CEDEX.

Et transmise par voie électronique via le portail de facturation :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Sur les factures devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1 le nom du service émetteur ;
- 2 le nom et l'adresse du créancier ;
- 3 sa domiciliation bancaire ;
- 4 la mention exacte de la prestation ;
- 5 le montant de la prestation exécutée en HT et TTC ;
- 6 le taux et le montant de la TVA ;
- 7 la référence du marché ;
- 8 la date.

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai de « 30 jours à compter de la date de réception de la facture ».

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

Article 11.3 Suivi de la prestation par le pouvoir adjudicateur

Parallèlement à la facturation, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur un décompte mensuel précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, notamment la liste avec émargement des agents examinés par le médecin de prévention.

ARTICLE 12. PENALITES

Le titulaire prend les dispositions nécessaires pour effectuer les prestations suivant les convocations établies en accord avec le pouvoir adjudicateur. En cas d'inexécution des prestations dans les conditions prévues au présent CCP, il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 30€ par jour de retard et par agent.

Une pénalité de **1000 € par jour** de retard sera applicable suivant mise en demeure transmise et restée sans effet dans un délai de 8 jours lorsque le rapport annuel ne sera pas transmis par le titulaire sans pouvoir excéder 10% du montant du marché.

ARTICLE 13. LANGUE ET MONNAIE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 14. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché. Toutefois, cette sous-traitance ne signifie en aucune manière un désengagement de responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable de l'exécution de la totalité des prestations réalisées.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable vis à vis du rectorat de la Guadeloupe de l'exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants, relevant du non- respect de ses engagements ou de la cessation d'activité, sont traitées comme des défaillances du titulaire.

ARTICLE 15. CONDITIONS DE RESILIATION

Conditions générales de résiliation

Le marché pourra être résilié dans les cas et aux conditions prévues dans le CCAG-FCS.

Si des indisponibilités répétitives d'un ou plusieurs professionnels ont donné lieu à deux mises en demeure restées sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux tords du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En outre, le marché pourra être résilié dans le cas prévu à l'article « Clause de sauvegarde » et à l'article « Redressement judiciaire » du présent Cahier des Clauses Particulières.

ARTICLE 16. LIQUIDATION ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou

du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 17. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES

Les contestations se rapportant au présent marché et qui n'auraient pas pu être réglées à l'amiable, soit directement entre les parties, soit par l'intermédiaire du Comité Consultatif de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique seront de la compétence du Tribunal Administratif de Basse-Terre.